# « Au Conseil national : débat sur l’Institut de recherche nucléaire », *Le Courrier* (29 septembre 1953)

|  |
| --- |
| [fr] Publié dans *Le Courrier*, quotidien de sensibilité démocrate-chrétienne, cet article du 29 septembre 1953 rend compte d’un débat au Conseil national sur la participation de la Suisse à l’Organisation européenne pour la recherche nucléaire. Alors que les rapporteurs recommandent l’entrée en matière, plusieurs députés socialistes, dont August Schmid et Gitermann, expriment leurs inquiétudes quant aux implications du projet sur la neutralité suisse. Seul Georges Borel, socialiste genevois, défend ardemment l’implantation du futur institut à Genève. Le vote est reporté au lendemain, lorsque le conseiller fédéral Max Petitpierre doit intervenir. Ce débat marque une étape clé dans la politisation fédérale du dossier. |
| [de] Veröffentlicht in *Le Courrier*, einer christlich-demokratisch geprägten Tageszeitung, berichtet dieser Artikel vom 29. September 1953 über eine Debatte im Nationalrat zur Schweizer Beteiligung an der Europäischen Organisation für Kernforschung. Während die Berichterstatter die Annahme der Vorlage empfehlen, äußern mehrere sozialistische Abgeordnete – darunter August Schmid und Gitermann – Bedenken hinsichtlich der Gefährdung der schweizerischen Neutralität. Lediglich Georges Borel, Sozialist aus Genf, spricht sich leidenschaftlich für die Ansiedlung des Instituts in Genf aus. Der Entscheid wird auf den nächsten Tag vertagt, wenn Bundesrat Max Petitpierre Stellung nehmen soll. |
| [it] Pubblicato su *Le Courrier*, quotidiano di orientamento democratico-cristiano, questo articolo del 29 settembre 1953 riferisce del dibattito al Consiglio nazionale sulla partecipazione della Svizzera all’Organizzazione europea per la ricerca nucleare. Mentre i relatori raccomandano l’adozione della proposta, i deputati socialisti August Schmid e Gitermann esprimono preoccupazione per la neutralità e la sicurezza del paese. Georges Borel, socialista ginevrino, si distingue con un appassionato intervento a favore dell’istituto. Il voto viene rimandato al giorno seguente, in attesa dell’intervento del consigliere federale Max Petitpierre. |
| [en] Published in *Le Courrier*, a Christian-democratic daily, this 29 September 1953 article reports on the National Council debate regarding Switzerland’s participation in the European Organization for Nuclear Research. While the rapporteurs support moving forward, several socialist deputies — including August Schmid and Gitermann — raise concerns about threats to Swiss neutrality and national security. Only Georges Borel, a Geneva socialist, delivers a strong defense of locating the institute in Geneva. The vote is postponed until the following day, when Federal Councillor Max Petitpierre is expected to speak. |

BERNE, 28. — Le Conseil national reprend ses travaux lundi soir. Au début de la séance, le président, M. Holenstein, évoque l’incident survenu lors du vote sur le projet de réforme constitutionnelle des finances de la Confédération et déclare qu’il n’a nullement voulu retirer la parole aux orateurs qui montèrent à la tribune après M. Vincent (pop. Genève).

Il regrette que les députés romands qui avaient une déclaration à faire pour expliquer leur vote n’aient pu parler dans toute la tranquillité désirable et il souhaite qu’à l’avenir chaque membre du Conseil fasse preuve de plus d’égards et de compréhension envers les autres députés.

L’incident est ensuite liquidé.

On entend ensuite les rapports de MM. Wick (cons. Lucerne) et de Courten (cons. Valais) sur la participation de la Suisse à l’Organisation européenne pour la recherche nucléaire. La convention signée à Paris le 1er juillet 1953 prévoit, on le sait, que Genève sera le siège de l’Organisation. La contribution annuelle de la Suisse est fixée à 38.000 francs pour les premières années budgétaires de l’organisation. Les rapporteurs recommandent l’entrée en matière, que combat M. Vincent (pop. Genève).

Trois orateurs interviennent dans le débat :

MM. A. Schmid (soc. Argovie) et Gitermann (soc. Zurich) considèrent que la création de l’Institut de physique nucléaire à Genève pourrait constituer un danger pour notre politique de neutralité et la sécurité du pays. Ils estiment que toute la question devrait être revue et déclarent qu’ils ne peuvent approuver le projet. Par contre, M. Georges Borel (soc. Genève) prononce un vibrant plaidoyer en faveur de la création de l’Institut nucléaire à Genève.

M. Petitpierre, chef du Département politique, prendra la parole demain.

La séance est levée.